

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE**

## Sommaire

### DOCTRINE

**Patrice Adam** : CHSCT et souffrance au travail. Rapports, accords (collectifs) et désaccords (judiciaires).

**Maryse Badel** : Accidents du travail, maladies professionnelles : l'indemnisation soumise à la "question". À propos de la décision n° 2010-8 QPC du 18 juin 2010.

**Anaïs Ferrer** : Premiers arrêts sur la rupture conventionnelle : des pistes restent à explorer.

**Franck Petit** : Les effets de seuils électoraux en matière syndicale depuis la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 (à propos de deux arrêts rendus par la Chambre sociale de la Cour de cassation le 22 septembre 2010).

### JURISPRUDENCE

*voir notamment :*

Réparation des risques professionnels et compétence prud'homale.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2010** - Note Francis Meyer (p. 662)

L'interdiction des clauses attributives de juridiction dans le contrat de travail : une impossible ouverture de la Chambre sociale.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2010** - Note Valérie Lacoste-Mary (p. 665)

Rémunération variable et déroulement de carrière des représentants du personnel : du positif, mais pas seulement...

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juillet 2010** - Note Isabelle Taraud (p. 672)

Les prescriptions de l'art. L 1235-7 du Code du travail.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 juin 2010** - Note Paul Darves-Bornoz (p. 675)

Le contrôle judiciaire de la réorganisation ayant pour objectif une sauvegarde de la compétitivité de l'entreprise.

**Conseil de prud'hommes de Annecy (Industrie - Département) 11 juin 2010** - Note Nathalie Bizot (p. 679)

Le respect des valeurs républicaines par un syndicat : comment l'apprécier ?

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 octobre 2010** - Note Jean-Pierre Leduc (p. 686)



**Doctrine :**

**CHSCT et souffrance au travail - Rapports, accords (collectifs) et désaccords (judiciaires)**, par **Patrice Adam**, Maître de conférences en droit privé, Nancy Université (CERIT-CRDP) ..... 629

Annexe : CHSCT – Expert – Existence d’un risque grave – Pouvoir d’enquête du CHSCT – Mission d’expertise apportant un complément d’informations.

**COUR D’APPEL DE PARIS (pôle 6 - ch. 1) 23 juin 2010** ..... 636

**Accidents du travail, maladies professionnelles : l’indemnisation soumise à la « question » - À propos de la décision n° 2010-8 QPC du 18 juin 2010**, par **Maryse Badel**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux 4, Comptrasec ..... 639

**Premiers arrêts sur la rupture conventionnelle : des pistes restent à explorer**, par **Anaïs Ferrer**, Conseillère confédérale, collectif « Droits, Libertés et Action juridique » de la CGT ..... 647

**Les effets de seuils électoraux en matière syndicale depuis la loi n° 2008-789 du 20 août 2008** (à propos de deux arrêts rendus par la Chambre sociale de la Cour de cassation le 22 septembre 2010), par **Franck Petit**, Professeur à l’Université d’Avignon et des Pays de Vaucluse ..... 655

Annexe : SYNDICAT PROFESSIONNEL (deux espèces) – 1° Syndicats affiliés à la même confédération nationale (deux espèces) – Personnalité morale : caractère indifférent – Appréciation des résultats aux élections professionnelles (première espèce) – Liste unique de candidats par collège (deuxième espèce) – 2° Délégué syndical – Mandat – Durée – Expiration – Renouvellement des institutions représentatives dans l’entreprise (première espèce).

**Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 22 septembre 2010** ..... 660

**Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 22 septembre 2010** ..... 661

**Jurisprudence \* :**

ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE – Réparation – Action contre l’employeur – Préjudice résultant du départ anticipé en retraite – Compétence des tribunaux judiciaires – Conseil de prud’hommes (non) – TASS (oui).

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 30 septembre 2010** ..... 662

Note **Francis Meyer**, Maître de conférences à l’Université de Strasbourg, Institut du travail ..... 662

CONSEIL DE PRUD’HOMMES – Compétence – Contrat de travail international – Clause attributive de compétence à une juridiction étrangère – Dispositions impératives du Code du travail (art. R. 1412-1).

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 29 septembre 2010** ..... 665

Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences à l’Université Montesquieu-Bordeaux IV, Membre de l’institut du travail, Enseignant-chercheur au Centre de droit comparé du travail et de la Sécurité sociale (comptrasec UMR 5114) ..... 665

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Remplacement – Salarié remplacé restant présent dans l’entreprise – Licéité (oui).

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 13 juillet 2010** ..... 668

Note **Annie de Saint-Rat**, Avocate au Barreau de Paris ..... 668

CONTRAT DE TRAVAIL – Définition du rapport salarial – Unité économique et sociale – Embauche – Travail au sein d’une société de l’UES – Rupture du contrat de travail – Personne habilitée – UES (non) – Réintégration.

**CONSEIL DE PRUD’HOMMES DE PARIS (référé - départage) 8 juin 2010** ..... 669

Note **Gilbert Jacquemet**, Défenseur syndical ..... 671

1° CONTRAT DE TRAVAIL – Evolution de carrière – Droit du salarié (non) – Différence de traitement – Examen.

2° PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Discrimination – Rémunération – Part variable – Incidence des heures de délégation – Versement d’un montant moyen de rémunération.

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 6 juillet 2010** ..... 672

Note **Isabelle Taraud**, Avocate au Barreau du Val-de-Marne ..... 673

LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Contestation – Prescription – Délai – Prescription spéciale de douze mois (L. 1235-7 deuxième alinéa) – Portée – Action en nullité pour absence ou insuffisance de PSE.

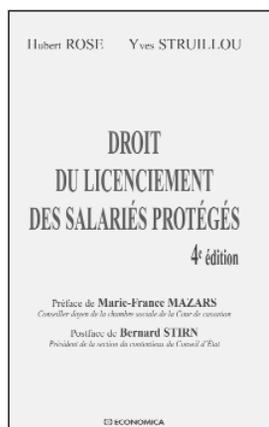
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 15 juin 2010** ..... 675

Note **Paul Darves-Bornoz** ..... 675

\* La qualité des membres du Comité de rédaction figure en page 2 de couverture.

LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Licenciement collectif – Effectif de l'entreprise inférieur à cinquante salariés – 1° Maintien d'un comité d'entreprise – Attributions économiques – Recours à un expert-comptable (oui) – 2° Etablissement d'un PSE (non).	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 juillet 2010</b> .....	678
Note <b>Yves Cormillot</b> , Expert-comptable auprès des Comités d'entreprise .....	679
LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Motifs – Sauvegarde de la compétitivité économique – Appréciation – Documents comptables – Documents relatifs aux concurrents et non à l'employeur – Pertinence (non).	
<b>CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE ANNECY (Industrie - Départage) 11 juin 2010</b> .....	679
Note <b>Nathalie Bizot</b> .....	681
1° LICENCIEMENT – Motivation de la lettre – Contrôle du juge – Vérification d'office.	
2° ENTREPRISES EN DIFFICULTES – Lettre – Mention du jugement arrêtant le plan de cession.	
3° CONVENTION ET ACCORD COLLECTIFS – Plan social – Avantage ne pouvant être subordonné à la signature d'une transaction.	
4° COMITE D'ENTREPRISE – Ordre du jour – Elaboration conjointe.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 juillet 2010</b> .....	683
RÉMUNÉRATION – Droits d'auteur – Œuvre collective – Légalité d'une clause de cession des œuvres futures (oui).	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 octobre 2010</b> .....	684
Note <b>Camille Dorignon</b> , Juriste en propriété intellectuelle .....	684
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Représentativité – Respect des valeurs républicaines – 1° Contestation – Charge de la preuve – 2° Appréciation.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 13 octobre 2010</b> .....	686
Note <b>Jean-Pierre Leduc</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	686
TRAVAIL ILLEGAL – Travail dissimulé - Indemnité forfaitaire – Cumul avec d'autres indemnités – Possibilité – Indemnisation du préjudice lié à la faute de l'employeur – Dommages-intérêts pour privation des prestations sociales.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 avril 2010</b> .....	688
Note <b>Jérôme Ferraro</b> .....	688

<http://sites.google.com/site/droitouvrier>



## Droit du licenciement des salariés protégés

par Hubert Rose et Yves Struillou

Chaque année plusieurs milliers de demandes d'autorisation de licenciement de représentants du personnel sont présentés devant l'inspection du travail. Pour répondre aux questions que pose un droit complexe, combinant de manière indissociable les règles du droit public et du droit privé, l'ouvrage expose de manière complète, précise et pédagogique, les principes et les règles des licenciements des « salariés protégés » : les différentes catégories de salariés bénéficiant de la protection contre le licenciement instituée par le législateur, les motifs de licenciement, les procédures à respecter par l'employeur et l'autorité administrative, les recours devant l'administration, les juridictions tant judiciaires qu'administratives. Les tableaux de synthèse et les annexes de l'ouvrage en font un outil opérationnel pour l'ensemble des praticiens : représentants du personnel, chefs d'entreprise, directeurs des ressources humaines, organisations professionnelles et syndicales, inspecteurs du travail, avocats et magistrats des deux ordres de juridiction. Ils trouveront également, ainsi que les enseignants et leurs étudiants, l'exposé des questions de droit soulevées par la construction, l'application et l'évolution du droit du licenciement des salariés protégés.

Ed. Economica, 49 euros - ISBN 9782717857603